

## **MARCHE DE SERVICES**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

#### **Prestations de gardiennage et de sécurité de l'ENSAIT**

Marché passé selon l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

## Table des matières

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....	4
2.1 Objet du marché .....	4
2.2 Décomposition du marché. ....	4
2.3 Forme du marché et procédure de consultation .....	4
2.4 Durée.....	5
2.5 Documents contractuels relatifs au présent marché.....	5
ARTICLE 3 – PRIX DU MARCHÉ.....	5
3.1 Prix ferme .....	5
3.2 Contenu du prix.....	5
3.2 Application des prix aux partenaires de l'ENSAIT .....	5
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	6
4.1 Le titulaire .....	6
4.3 Devoir d'information et de conseil .....	6
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION.....	7
5.1 Prestations.....	7
5.2 Désignation d'un représentant par le titulaire .....	7
5.3 Sous-traitance.....	7
ARTICLE 6 - FACTURATION – MANDATEMENT.....	8
ARTICLE 7 –PENALITES.....	9
ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	9
8.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	10
8.2 - Obligations du titulaire .....	10
8.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire .....	10
8.2.2 - Droit d'information des personnes concernées .....	11
8.2.3 - Exercice des droits des personnes .....	11
8.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	11
8.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ENSAIT de ses obligations .....	12
8.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	12
8.2.7 - Sort des données .....	12
8.2.8 - Délégué à la protection des données .....	12
8.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	12
8.2.10 - Documentation .....	13
8.3 - Obligations de l'ENSAIT.....	13

ARTICLE 9 - ASSURANCES.....	13
ARTICLE 10 – RESILIATION .....	13
ARTICLE 13 – REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	14

## **ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES**

### **L'acheteur public**

**Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries Textiles (ENSAIT) N°SIRET  
19590338000010**

2, Allée Louise et Victor Champier

59100 Roubaix

Tel : 03.20.25.64.64

Fax : 03.20.25.64.61

Personne signataire des marchés : Madame Christine CAMPAGNE ou par délégation  
Madame Virginie GUYODO, Directrice Générale des Services.

Référente technique : Monsieur Ian Thomas VANDEPUTTE, Directeur du Patrimoine et de la  
logistique

Référent administratif : Monsieur Nolan JEHANNO, Directeur des Affaires Juridiques et des  
Achats

### **Et le titulaire du marché**

## **ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ**

### **2.1 Objet du marché**

Dans le cadre de son activité, l'ENSAIT a besoin de recourir à un prestataire afin de lui confier  
l'ensemble des missions relatives notamment au gardiennage, à la fermeture et à la sécurité  
de ses locaux.

### **2.2 Décomposition du marché.**

Le marché fait l'objet de deux lots :

Lot 1 : Fermeture et rondes

Lot 2 : Événementiel

### **2.3 Forme du marché et procédure de consultation**

Le présent marché est un marché public passé sans publicité ni mise en concurrence en  
application de l'article L2122-1 du Code de la commande publique.

## **2.4 Durée.**

La date de prise d'effet du marché est fixée différemment selon les lots :

- Le lot n°01 prend effet à compter du 24/10/2026
- Le lot n°02 prend effet à compter de sa notification au titulaire du marché.

La durée initiale du marché de chacun des lots court à compter de leur date de prise d'effet respective et s'achève le 25/03/2027 (pour chacun des deux lots).

A l'issue de cette période initiale, le marché pourra être reconduit tacitement trois fois par période successives de 12 mois pour l'ensemble des lots.

## **2.5 Documents contractuels relatifs au présent marché**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des documents contractuels énumérés ci-après) :

- L'acte d'engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS, Annexé à l'arrêté du 30 mars 2021) disponible via le lien suivant <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>, non fourni, mais qui est réputé être connu et adopté par le titulaire.
- Le bordereau de prix détaillant les prix de chaque prestation.
- A titre accessoire, le devis du fournisseur/mémoire technique à l'exception des conditions générales de vente qui y seraient éventuellement inscrites. Etant entendu que les documents énumérés ci-dessus priment sur les conditions générales de vente du titulaire.

## **ARTICLE 3 – PRIX DU MARCHÉ**

### **3.1 Prix ferme**

Le prix des prestations proposé par le titulaire est ferme pendant toute la durée du marché.

### **3.2 Contenu du prix**

Le prix est forfaitaire, il est réputé complet et comprends toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, relatives aux prestations (assurance, frais de déplacement des personnels...etc.).

### **3.2 Application des prix aux partenaires de l'ENSAIT**

Le titulaire s'engage à appliquer les mêmes conditions tarifaires aux partenaires (associations étudiantes, collectivités...etc.) ayant signé une convention avec l'ENSAIT pour une mise à disposition des locaux.

## **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **4.1 Le titulaire**

Le titulaire doit posséder tous les agréments nécessaires à l'exercice de ses activités conformément aux articles L612-6 à L612-8 du code de la sécurité intérieure et se conformera de manière générale aux lois, ordonnances et règlements en vigueur.

Si le titulaire soumissionnaire est filiale d'une société ayant son siège social dans un autre département, celle-ci devra posséder tous les agréments correspondant à ses activités.

### **4.2 Les agents**

Le titulaire doit s'assurer de la bonne moralité de ses agents auprès des services préfectoraux qui autorisent leur emploi dans cette fonction conformément aux articles L612-20 à L612-23 du code de la sécurité intérieure.

Le titulaire est garant pour ses employés :

- Des qualifications professionnelles (SSIAP1, SSIAP2, SSIAP3).
- De leur bonne connaissance des règlements ayant rapport avec leur métier.
- De leur bonne moralité.
- De leur comportement civil, diplomate et courtois.
- De leur présentation physique correcte.
- De leur assiduité.

Le titulaire devra garantir l'ENSAIT sur les accidents et dégradations en tout genre que ses agents provoqueraient volontairement ou involontairement ; ainsi que sur les accidents que les chiens des conducteurs pourraient provoquer, le cas échéant, soit par manque de formation, soit par manque de contrôle sanitaire.

Le titulaire veillera à ce que la discipline, la présentation et le comportement de ses agents soient en conformité avec le présent marché. En aucun cas ils ne doivent manquer de respect à un membre de l'ENSAIT (étudiant, personnel) ou à une personne extérieure à celle-ci (partenaire, prestataire, visiteur autorisés...etc.).

### **4.3 Devoir d'information et de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'ENSAIT. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du présent marché et tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'ENSAIT.

## **ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION**

### **5.1 Prestations**

Les prestations à réaliser par le titulaire dans le cadre du présent marché sont définies précisément au CCTP pour chaque lot.

Ces prestations comprennent notamment :

- La surveillance générale afin de garantir la sécurité, la sûreté, l'accueil et l'orientation du public.
- Les interventions sur appel de la société de télésurveillance et/ou de l'ENSAIT et/ou des étudiants de l'ENSAIT.
- La fermeture des locaux le vendredi à 19h00 et sur demande de l'ENSAIT en cas d'absence de personnels de l'ENSAIT pour les autres jours de la semaine.
- L'ouverture de l'établissement en cas d'absence du personnel de l'ENSAIT.
- Les prestations complète de gardiennage et de sécurité lors des manifestations
- Les éventuelles surveillances des bâtiments par des rondes lors de la fermeture de l'établissement durant les vacances de Noël et d'été.

Cette liste n'est pas exhaustive.

### **5.2 Désignation d'un représentant par le titulaire**

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, une ou des personne(s) chargée(s) de le représenter auprès de l'ENSAIT et chargée(s) du suivi de l'exécution du marché.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce(s) représentant(s), le titulaire en avise sans délai l'ENSAIT et indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### **5.3 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'ENSAIT.

Le titulaire remet à l'ENSAIT une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

## **ARTICLE 6 - FACTURATION – MANDATEMENT**

Le ou les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique, l'ENSAIT disposera d'un délai maximum de 30 jours à réception des factures correspondant à chaque prestation, dès lors que le service est fait et certifié comme tel par le référent technique de l'ENSAIT.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, selon les modalités d'application prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le paiement a lieu après service fait sur présentation d'une ou plusieurs factures détaillées correspondant au montant convenu dans l'acte d'engagement et le bon de commande et accompagnée d'une certification de service fait signée par la responsable du projet.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'ENSAIT de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- ° Date d'émission de la facture
- ° Désignation de l'émetteur ou du destinataire de la facture
- ° Numéro unique de la facture
- ° Numéro du bon de commande (si le contrat est exécuté au moyen de bons de commande), références du marché ou numéro de l'engagement juridique attribué par le système comptable du destinataire de la facture (ENSAIT ou partenaire le cas échéant).
- ° Désignation du payeur,
- ° Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- ° Quantité et dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- ° Montant de la facture



## **ARTICLE 7 –PENALITES**

Sauf en cas de force majeure, si le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles, des pénalités pourront lui être appliquées.

Le titulaire a une obligation de continuité de service, il devra remplacer au plus vite tout personnel défaillant.

Le titulaire, en cas d'impossibilité de remplir ses obligations du fait de circonstances indépendantes de sa volonté (cas de force majeure) devra convenir avec l'ENSAIT des mesures à prendre afin d'éviter l'arrêt des services et d'organiser la reprise de ses activités. La grève des transports publics ne sera en aucun cas considérée comme cas de force majeure. Le titulaire devra, dans cette éventualité, prendre toutes dispositions utiles pour assurer son service.

Tout manquement aux obligations du titulaire définies dans les documents contractuels, pour toute autre raison que les cas de force majeure, entraîneront l'application de pénalités forfaitaires.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, des pénalités en € HT, à majorer du taux de TVA en vigueur, seront appliquées notamment dans les cas suivants :

- Interruption de fonctionnement ou de service (retard dans la prise de poste, abandon de poste...)
- Méconnaissance des consignes ou non-respect des consignes
- Non-respect des moyens en personnel
- Utilisation non autorisée des téléphones, télécopieurs et du matériel bureautique
- Absence de réponse sur la ligne téléphonique d'astreinte.
- Non tenue à jour des documents
- Perte de matériel mis à disposition du Titulaire par le PA. En cas de perte ou de vol de tout ou partie d'un trousseau de clefs, le remplacement des clés et des canons des serrures devra être à l'identique : même marque, même fournisseur.
- Non port de la tenue vestimentaire réglementaire

Cette liste n'est pas exhaustive. Chaque manquement constaté par l'ENSAIT pourra faire l'objet d'une pénalité le cas échéant.

Les pénalités sont fixées à hauteur de 50 € par manquement, sauf en cas d'absence de réponse aux appels de la télésurveillance lors du déclenchement d'alarme car, dans cette hypothèse, le titulaire se verra infliger une pénalité de 300 €. Ces pénalités s'appliquent de plein droit, sans préjudice du pouvoir reconnu au juge administratif de les modérer ou d'en augmenter le montant lorsqu'elles apparaissent manifestement excessives ou dérisoires.

## **ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du

Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### **8.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'ENSAIT les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

### **8.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'ENSAIT et au regard des prestations prévues au présent marché.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'ENSAIT. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'ENSAIT avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### **8.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'ENSAIT de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'ENSAIT dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'ENSAIT n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'ENSAIT. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENSAIT de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### **8.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'ENSAIT de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### **8.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'ENSAIT à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpd@ensait.fr](mailto:dpd@ensait.fr)

### **8.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'ENSAIT toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par e-mail.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'ENSAIT, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données).
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact.
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel.
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'ENSAIT, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'ENSAIT, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

### **8.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ENSAIT de ses obligations**

Le titulaire aide l'ENSAIT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **8.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **8.2.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

### **8.2.8 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'ENSAIT le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### **8.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'ENSAIT comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'ENSAIT,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **8.2.10 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'ENSAIT, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ENSAIT ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **8.3 - Obligations de l'ENSAIT**

L'ENSAIT s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

### **ARTICLE 9 - ASSURANCES**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance couvrant l'exécution des prestations prévues au présent marché.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'ENSAIT et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **ARTICLE 10 – RESILIATION**

Le présent marché pourra être résilié à tout moment sans indemnité pour le titulaire dans les cas suivants :

- Mauvaise exécution du marché pouvant notamment mettre en cause la prestation de service.
- Non-conformité aux stipulations du marché.
- Pour un motif d'intérêt général.

Si l'ENSAIT constate, par simple mail transmis au titulaire retenu, une non-conformité ou une mauvaise exécution de la prestation, le titulaire se doit de proposer un dédommagement ou une remise qui correspond aux défauts constatés. A défaut, l'ENSAIT peut refuser le paiement de la prestation.

## **ARTICLE 11 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

En cas de défaut d'exécution ou de retard, le titulaire sera mis en demeure par mail d'exécuter les prestations demandées.

L'ENSAIT pourra en application de l'article 45 du CCAG-FCS annuler la commande et faire appel à un autre prestataire pour l'exécution des prestations.

Dans cette hypothèse, en cas de différence de prix au détriment de l'ENSAIT, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier ne puisse émettre aucune réclamation.

## **ARTICLE 12 – CLAUSE DE REEXAMEN**

Le marché pourra faire l'objet de prestations supplémentaires similaires à celles initialement prévues par les CCTP, dans la limite des seuils de procédure formalisée et de la durée de validité du présent marché.

Le titulaire exécute les prestations conformément à la description faite dans les CCTP et conformément sa proposition technique.

Il peut être procédé à des modifications au moment de l'exécution des prestations dès lors qu'elles ne changent pas l'objet du marché et n'en bouleversent pas l'économie générale.

Conformément aux articles L2194-1 et L2194-2 du Code de la commande publique, toute modification du marché se fera par voie d'avenant signé par les deux parties.

## **ARTICLE 13 – REGLEMENT DES DIFFERENDS**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, la loi française est seule applicable. Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Lille situé à l'adresse suivante :

**Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
CS 62039  
59000 LILLE  
03.59.54.23.42**

**Le titulaire,**  
(Signature, paraphe et mention manuscrite « lu et approuvé »  
par une personne habilitée à engager  
la responsabilité de l'entreprise)